



**HAL**  
open science

## Ce qui se joue dans la protestation : défendre la coca pour saisir l'État au Pérou

Romain Busnel

► **To cite this version:**

Romain Busnel. Ce qui se joue dans la protestation : défendre la coca pour saisir l'État au Pérou. Critique Internationale, 2019, Critique internationale, N°84 (3), pp.165-183. 10.3917/cii.084.0165 . hal-03433087

**HAL Id: hal-03433087**

**<https://hal.univ-lille.fr/hal-03433087v1>**

Submitted on 17 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## *Ce qui se joue dans la protestation : défendre la coca pour saisir l'État*

par Romain Busnel

Le 28 mai 2017, à l'unanimité et par acclamation, près de 150 agriculteurs péruviens de la Vallée des fleuves Apurímac, Ene et Mantaro (VRAEM, ci-après la Vallée) proclamaient au siège de leur Fédération agricole<sup>1</sup> le lancement d'une « marche du sacrifice » à Lima, le 1<sup>er</sup> juillet, pour défendre la culture de la coca et lutter contre son éradication annoncée. Cette manifestation s'annonçait étrangement semblable à la première « marche du sacrifice » d'avril 2003, au cours de laquelle les habitants de la Vallée s'étaient mobilisés avec les autres régions productrices de coca du Pérou pour défendre cette petite feuille dont la mastication et l'infusion sont largement répandues dans les pays andins, mais dont l'usage sert également à la fabrication de pâte et de chlorhydrate de cocaïne<sup>2</sup>.

Dans la Vallée, les 21 000 hectares de coca cultivés sont principalement destinés aux marchés illicites<sup>3</sup> et représentent une part prépondérante dans l'économie régionale. Bien que difficile à chiffrer, cette part se situerait entre 55 % de la valeur brut produite par le secteur agricole<sup>4</sup> – qui emploie 69 % de la main-d'œuvre<sup>5</sup> – et 90 % du produit intérieur brut de la Vallée<sup>6</sup>. Les routes du narcotrafic, quant à elles, sont protégées par d'anciennes colonnes armées du Sentier lumineux<sup>7</sup>, la guérilla maoïste qui s'était livrée à des affrontements violents dans les années 1980 et 1990 en s'opposant à l'État et aux groupes d'autodéfense dans tout le pays et en particulier dans la Vallée. L'héritage du conflit armé et la prédominance d'une économie illicite

---

<sup>1</sup> Fédération des producteurs agricoles de la Vallée des fleuves Apurímac et Ene (FEPAVRAE, ci-après Fédération agricole)

<sup>2</sup> Au Pérou, la culture de coca est autorisée pour les agriculteurs inscrits au registre de l'entreprise nationale de la coca (ENACO), créé en 1978 mais jamais réactualisé depuis. Pour cette raison, la très grande majorité des agriculteurs n'y sont pas inscrits et sont donc en situation d'illégalité.

<sup>3</sup> United Nations Office on Drugs and Crime, *Perú: Monitoreo de cultivos de coca 2017*, Lima, UNODC, 2018.

<sup>4</sup> Instituto Nacional de Estadística e Informática (INEI), « IV Censo Nacional Agropecuario », Lima, INEI Perú, 2012.

<sup>5</sup> Instituto Nacional de Estadística e Informática (INEI), « Encuesta Nacional de Hogares sobre Condiciones de Vida y Pobreza (ENAHO) 2013-2014 », Lima, INEI Perú, 2014.

<sup>6</sup> Ministerio de Agricultura y Riego (MINAGRI), *Plan de intervención a mediano plazo (2013-2016) del Ministerio de Agricultura en los Valles de los ríos Apurímac, Ene y Mantaro*, Lima, MINAGRI, 2012.

<sup>7</sup> Nicolás Zeballos, Fátima Rojas, « Una lectura desde el capital político a la estrategia de seguridad en el Vrae », *Polítai*, 3 (4), 2012, p. 67-77; David Villena, Danielle Annoni, « El valle de los ríos Apurímac, Ene y Mantaro - Vraem: entre el narcoterrorismo y el descaso del estado peruano », *Nuevo Derecho*, 12 (18), 2016, p. 107-120.

dépeignent aujourd'hui une « absence d'État »<sup>8</sup> ou une situation d'« abandon »<sup>9</sup> dans la Vallée. Celle-ci subirait en effet les effets néfastes du « narcotrafic » et du « narcoterrorisme » qu'exacerberait un état d'urgence permanent à l'échelle régionale. Ce tableau renvoie à une littérature de sciences sociales plus large pour laquelle l'État est nécessairement absent ou défaillant dans les régions ou « zones » où se déroulent des activités illicites. Selon les auteurs de ces travaux, les groupes qui se livreraient à ces activités exerceraient un pouvoir parallèle leur permettant de subvertir et de déstabiliser les États<sup>10</sup>, mais seraient également susceptibles de tisser des formes de légitimité auprès des populations locales, notamment par la formation d'une « citoyenneté illicite »<sup>11</sup>. La culture de drogues se développerait donc principalement dans les régions où le contrôle politico-territorial de l'État est faible<sup>12</sup>, et les paysans seraient alors pris en étau entre un État qui les réprime et des groupes criminels<sup>13</sup>.

Ce portrait dichotomique dépeint pourtant mal l'objet de la convocation de « la marche du sacrifice » du 1<sup>er</sup> juillet 2017. Bien que le cadrage de la mobilisation porte effectivement sur le rejet des normes nationales et internationales visant à réduire l'offre de plantes stupéfiantes<sup>14</sup>, les mots d'ordre de l'assemblée du 28 mai se distinguent des slogans de la marche d'avril 2003

---

<sup>8</sup> Manuel Boluarte, « Narcotráfico, cocales y subversión en Perú: la coca pone en jaque al gobierno peruano », *Diálogo Político*, 3, 2005, p. 43-57.

<sup>9</sup> Jaime García, « Plan VRAE, presente y futuro », *Informe especial. Gestión pública y desarrollo*, n° ?, 2009, p. 9-13.

<sup>10</sup> Moisés Naím, *Illicit: How Smugglers, Traffickers, and Copycats Are Hijacking the Global Economy*, New York, Anchor Books, 2006 ; Miguel A. Centeno, Alejandro Portes, « The Informal Economy in the Shadow of the State », dans Patricia Fernández-Kelly, Jon Shefner (eds), *Out of the Shadows: Political Action and the Informal Economy in Latin America*, University Park, Penn State University Press, 2006, p. 49-81.

<sup>11</sup> Deborah J. Yashar, « Institutions and Citizenship: Reflections on the Illicit », dans Carlos Forment, Mario Sznajder, Luis Roniger (eds), *Shifting Frontiers of Citizenship: The Latin American Experience*, Leyde, Brill, 2012, p. 431-458.

<sup>12</sup> Pierre-Arnaud Chouvy, « Contrôle politico-territorial et culture illégale de plantes à drogue », *Annales de géographie*, 700 (6), 2014, p. 1359-1380.

<sup>13</sup> Pierre-Arnaud Chouvy, « Les territoires de l'opium : paysans et coercitions », dans Bernard A. Wolfer (dir.), *Agricultures et paysanneries du monde. Mondes en mouvement, politiques en transition*, Paris, Éditions Quæ, 2010, p. 261-282.

<sup>14</sup> Depuis la convention unique sur les stupéfiants de 1961, la coca est considérée comme une plante stupéfiante. Par ailleurs, la réduction d'offre de drogues concentre l'essentiel des politiques publiques au niveau international, notamment par les mesures d'éradication de plants de coca, cannabis ou pavot. François-Xavier Dudouet, « De la régulation à la répression des drogues. Une politique publique internationale », *Cahiers de la sécurité intérieure*, 52, 2003, p. 89-112.

qui se voulait particulièrement radicale<sup>15</sup>. En 2017, les organisations sociales<sup>16</sup> de la Vallée ont dit vouloir reprendre le dialogue entamé sous le gouvernement d'Ollanta Humala (2011-2016), mais suspendu après l'investiture de Pedro Pablo Kuczynski (2016), non seulement sur la culture de la coca – à nouveau menacée d'éradication par le récent plan stratégique antidrogues du gouvernement – mais aussi sur l'éducation, la santé ou le développement des infrastructures. Cette demande d'État s'inscrit dans la continuité des programmes régionaux initiés depuis la première « marche du sacrifice ». À cette époque, les problématiques du « narcotrafic » et du « narcoterrorisme » avaient permis de justifier la mise en œuvre de politiques publiques ciblées à l'échelle de la Vallée. Depuis 2006, l'« assistance prioritaire » s'est traduite par plusieurs plans d'action régionaux dont le nombre n'a cessé d'augmenter<sup>17</sup>, notamment *via* la création de réseaux d'intermédiation de l'action publique tels que la Commission multisectorielle pour la pacification et le développement économique et social du VRAEM (CODEVRAEM) et le Programme spécial de développement pour le VRAEM, dépendant du ministère de l'Agriculture (PROVRAEM, ci-après le Programme spécial). Par ailleurs, les municipalités ont vu leurs prérogatives s'étendre et ont été confortées dans leurs rôles d'intermédiaires du développement économique et politique<sup>18</sup>. D'ailleurs, bien que la Vallée soit située aux extrémités de quatre départements<sup>19</sup> et ne possède pas d'existence juridique et administrative propre, ses frontières et son identité sont sans cesse réifiées par les politiques publiques qui la cible directement<sup>20</sup>. Cette ambivalence de la contestation qui se pose en rejet de l'éradication de la coca et en demande accrue d'État amène à s'interroger sur le rôle des acteurs de la

---

<sup>15</sup> La marche d'avril 2003 se posait en rejet de l'ensemble des projets d'action publique mis en œuvre dans la Vallée et de la présence d'ONG. Son caractère « sacrificiel » vient du don de soi qu'elle exigeait de la part des manifestants qui devaient marcher durant plusieurs jours, voire plusieurs semaines pour rejoindre une capitale régionale ou nationale. Anahí Durand Guevara, « “Senderos que (no) se bifurcan”: movilización y representación en los productores cocaleros del Perú », mémoire de maîtrise en sciences sociales, México DF, FLACSO, 2008.

<sup>16</sup> J'utilise le terme d'organisations sociales pour désigner la myriade d'organisations et d'associations à but non lucratif de la Vallée. Utilisé par les agriculteurs eux-mêmes, il est suffisamment générique pour englober l'ensemble de ces acteurs.

<sup>17</sup> Waldo Mendoza, Janeth Leyva, *La economía del VRAEM: diagnóstico y opciones de política*, Lima, USAID-CIES, 2017.

<sup>18</sup> Les municipalités sont par exemple chargées de la mise en œuvre de projets développés avec les agences du ministère de l'Agriculture. Comme le souligne Marie-Esther Lacuisse, les formes de décentralisation sont plus fortes dans les municipalités où il y a d'importantes cultures de coca. Marie-Esther Lacuisse, « Les déterminants historiques et politiques de la décentralisation dans les pays andins », Grenoble, X<sup>e</sup> congrès de l'Association française de science politique, 2009 ([http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/PPUB\\_WP003\\_MEL\\_AFSP.pdf](http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/PPUB_WP003_MEL_AFSP.pdf)).

<sup>19</sup> Ces politiques publiques ciblent directement certains districts des départements de Cusco, Junín, Ayacucho et Huancavelica. Par ailleurs, des politiques publiques sont également menées dans les aires de « domaine d'influence » de la Vallée, qui incluent des districts du département d'Apurímac.

<sup>20</sup> W. Mendoza, J. Leyva, *La economía del VRAEM: diagnóstico y opciones de política*, *op. cit.*

protestation : quelle partition jouent-ils dans la formation de l'État au sein d'une région dont l'économie est dominée par une activité illicite d'une telle ampleur ?

Le dépassement de l'opposition conceptuelle État/économie illicite ne peut s'opérer qu'en examinant la façon dont l'État se construit à travers des groupes d'acteurs qui s'en font les relais et les intermédiaires<sup>21</sup>. Il convient donc de se distancier des approches fondées sur une vision idéalisée et normative de l'État de droit<sup>22</sup>, et de rappeler l'apport de l'étude des pratiques d'État, qui met en évidence la participation des agents de celui-ci aux activités illicites ainsi que leur rôle dans l'instauration et l'assise de l'ordre étatique<sup>23</sup>. Cette approche est particulièrement féconde compte tenu des reconfigurations du tissu social péruvien : entre la réforme agraire de 1969 et la période du conflit armé, diverses organisations sociales sont apparues sous forme de communautés paysannes et natives, de fédérations agricoles, de groupes d'autodéfense ou encore de clubs des mères (Fédération des clubs des mères du VRAE, FECMAVRAE) qui ont été capables d'agir en tant que structures de mobilisation et d'intermédiation<sup>24</sup>. Par ailleurs, à partir des années 2000, les injonctions à la décentralisation ont conduit, comme dans bien d'autres pays, à une multiplication des entités régionales administratives qui a provoqué le développement de réseaux d'intermédiaires et de courtiers<sup>25</sup>. Sur l'ensemble des chercheurs qui ont documenté la façon dont l'État s'appuie, dans sa formation, sur des groupes ayant des activités illicites, la grande majorité se sont concentrés sur les entrepreneurs de violence<sup>26</sup> mais très peu sur les acteurs de la protestation dans ce processus<sup>27</sup>. Bruce Berman et John Lonsdale

---

<sup>21</sup> B. Hibou (dir.), *La privatisation des États*, Paris, Khartala, 1999.

<sup>22</sup> Willem van Schendel, Itty Abraham (eds), *Illicit Flows and Criminal Things: States, Borders, and the Other Side of Globalization*, Bloomington, Indiana University Press, 2005.

<sup>23</sup> Jean-François Bayart, Stephen Ellis, Béatrice Hibou, *La criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1997 ; Josiah M. Heyman (ed.), *States and Illegal Practices*, Oxford, Berg, 1999 ; Christian Geffray, « État, richesse et criminels », *Mondes en développement*, 28, 110, 2000, p. 15-30 ; Jean-Louis Briquet, Gilles Favarel-Garrigues (dir.), *Milieus criminels et pouvoir politique : les ressorts illicites de l'État*, Paris, Karthala, 2008.

<sup>24</sup> Alejandro Diez, « Organizaciones e integración en el campo peruano después de las políticas neoliberales », dans Norma Giarracca (dir.), *Una nueva ruralidad en América Latina?*, Buenos Aires, CLACSO, 2001, p. 191-219.

<sup>25</sup> Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Chauveau, Jean-Pierre Olivier de Sardan (dir.), *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Paris, APAD-Karthala, 2000 ; David Lewis, David Mosse, *Development Brokers and Translators: The Ethnography of Aid and Agencies*, Bloomfield, Kumarian Books, 2006.

<sup>26</sup> Diane E. Davis, Anthony W. Pereira, *Irregular Armed Forces and Their Role in Politics and State Formation*, New York, Cambridge University Press, 2003 ; Jacobo Grajales, *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Paris, Karthala, 2016 ; Jacobo Grajales, Romain Le Cour Grandmaison (dir.), *L'État malgré tout : produire l'autorité dans la violence*, Paris, Khartala, 2019.

<sup>27</sup> Cette question de recherche a néanmoins été travaillée sur d'autres terrains, notamment celui de l'extraction pétrolière. Doris Buu-Sao, « "Asseoir l'État" : contester et instituer l'ordre extractif en Amazonie péruvienne », thèse de doctorat **en science politique**, Paris, IEP, 2017.

ont pourtant défini la formation de l'État comme « un processus historique dont le résultat est largement inconscient et un processus contradictoire fait de conflits, négociations et compromis entre divers groupes dont les actions intéressées et les concessions mutuelles constituent la “vulgarisation” du pouvoir »<sup>28</sup>. Aussi, à rebours des travaux cherchant à discuter de la présence ou de l'émergence de (nouveaux) mouvements sociaux en Amérique latine<sup>29</sup> ou en Afrique<sup>30</sup> à partir de critères préétablis par une littérature majoritairement occidentalo-centrée, j'interroge les ambivalences de la contestation en cherchant à déceler les chevauchements et transactions existant, dans la mobilisation, entre l'État et le champ politique<sup>31</sup>. J'entends montrer comment certains entrepreneurs de mobilisation jouent du fort ancrage économique et social de la coca dans la Vallée et du recours à la protestation pour se poser en intermédiaires de l'État et ce faisant saisir celui-ci en pleine formation.

### **Précisions sur la démarche ethnographique**

Ce texte s'appuie sur une immersion de deux mois et demi dans la Vallée des fleuves Apurimac, Ene et Mantaro. Après deux premiers passages d'une durée totale de 15 jours entre novembre et décembre 2016, je suis revenu dans la Vallée le 1<sup>er</sup> mai 2017 pour y mener une enquête ininterrompue jusqu'au 9 juillet. Les dirigeants des organisations sociales ayant accepté ma présence, je me suis entretenu avec 25 acteurs issus des organisations sociales, d'institutions publiques (ministères de l'Agriculture, de la Défense et municipalités) ainsi qu'avec des agriculteurs. L'analyse présentée ici s'appuie sur le suivi des dirigeants durant les réunions et assemblées de préparation de la « marche du sacrifice ». Le jour du départ pour Lima, le 1<sup>er</sup> juillet, je suis resté dans la Vallée pour observer la mobilisation de l'intérieur. Cet aspect n'est pas détaillé ici parce qu'il n'illustre pas la saisie de l'État par les entrepreneurs de mobilisation. La durée de mon enquête étant relativement courte, j'ai mobilisé également l'expérience que j'avais acquise dans deux autres régions productrices de coca au Pérou et en Bolivie où je m'étais rendu dans le cadre d'une recherche comparative. Les sept mois que j'avais alors passés en milieu rural m'ont servi à négocier des observations et des entretiens, mais aussi cerner la faisabilité de la recherche dans certains villages. L'anticipation de ces enjeux propres

---

<sup>28</sup> Bruce Berman, John Lonsdale, *Unhappy Valley: Conflict in Kenya & Africa*, Londres, Longman, 1992, p.5.

<sup>29</sup> Camille Goirand, « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine : les approches des mobilisations depuis les années 1970 », *Revue française de science politique*, 60 (3), 2010, p. 445-466.

<sup>30</sup> Johanna Siméant, « Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée*, 20 (2), 2013, p. 125-143.

<sup>31</sup> Javier Auyero, Matthew Mahler, « Relations occultes et fondements de la violence collective », *Politix*, 93 (1), 2011, p.115-139.

aux terrains dits « incertains » ou « sensibles »<sup>32</sup> a en partie été possible grâce à des relations d'amitié et de confiance avec des personnes qui ont eu la bienveillance de me présenter et de m'aguiller lors de mon enquête dans la Vallée.

Comprendre la formation de l'État dans la Vallée implique de se pencher sur les spécificités contextuelles de la région. Le conflit des années 1980 et 1990 et la prépondérance de l'économie illicite ont contribué à la construction d'une mémoire collective qui se caractérise par un rapport conflictuel aux institutions de l'État central, rapport qui se retrouve dans l'orchestration de la marche du 1<sup>er</sup> juillet pour laquelle l'unité des organisations sociales mais aussi des municipalités a été primordiale. Or, derrière cette apparente unité, la lutte sociale a également permis aux dirigeants de la Fédération agricole de briguer des mandats électifs et/ou de se poser en intermédiaires dans la mise en œuvre des politiques de développement.

---

<sup>32</sup> Kees Koonings, Dirk Kruijt, et Dennis Rodgers (dir), *Ethnography as risky business: field research in violent and sensitive contexts*, Lanham, Maryland: Lexington Books, 2019.

## Densité de la culture de coca par région au Pérou en 2017



Source : UNODC, *Perú: Monitoreo de cultivos de coca 2017, op. cit.*



---

## Conflit armé et économie de narcotrafic : genèse d'un rapport conflictuel aux institutions de l'État

J'ai rencontré Chavo<sup>33</sup> pour la première fois le 20 novembre 2016. Ancien commando civil des groupes d'autodéfense<sup>34</sup> à l'échelle régionale durant le conflit, Chavo m'a décrit plusieurs aspects de sa vie, de son implication dans la guerre contre le Sentier lumineux à son rapport aux organisations sociales régionales ou à la culture de la coca dont tous dans la Vallée, a-t-il dit, vivent directement ou indirectement. À l'issue de l'entretien enregistré, qui avait duré environ une heure, nous avons prolongé la conversation autour d'un verre. Chavo se confessa alors plus librement sur ses émois, ses nombreuses (més)aventures de guerre et les histoires de narcotrafic qu'il avait vues ou entendues. À plusieurs reprises, il a dû penser qu'il me confiait trop de choses car il m'a fait jurer de ne pas les mentionner. Je l'ai alors rassuré en lui montrant mon engagement de neutralité auprès du comité d'éthique de mon université. En me voyant sortir toute ma paperasse administrative, Chavo a eu l'air amusé, puis il a éclaté de rire lorsque je lui ai précisé que, grâce à ces documents, il pouvait assigner mon université en justice si je ne respectais pas ma parole. Il a lu mes papiers, puis me les a rendus en ajoutant, toujours le sourire aux lèvres : « Non, autant le faire à ma manière : directement dans le fleuve ! »<sup>35</sup>.

Plus qu'une menace, cette réaction traduisait une séparation claire entre les règles et lois extérieures et celles qui sont pratiquées dans cette région, révélant une forme d'autonomie des acteurs locaux lorsqu'il s'agit de protéger des activités et pratiques, au demeurant licites ou illicites. La posture de Chavo ne peut pas être comprise sans un détour par l'histoire de la région et deux aspects importants qui la caractérisent. Tout d'abord, le conflit armé, qui a durement affecté les habitants durant les années 1980 et 1990. Le fleuve que mentionne Chavo est d'ailleurs une référence directe à cette période : nombreux sont les habitants qui racontent que l'Apurimac a connu alors une recrudescence de poissons carnassiers, tant ces derniers se nourrissaient allègrement des cadavres des personnes disparues. Il est dit aujourd'hui que tous ces poissons ont disparu à cause des substances chimiques nécessaires à l'élaboration de

---

<sup>33</sup> Durant le conflit armé, les commandos civils avaient des surnoms pour éviter d'être reconnus. Chavo, comme beaucoup d'autres, continue de se faire appeler par le sien. Je les ai donc gardés en les anonymisant, comme toutes les personnes dont les propos sont ici rapportés. Les noms de villages ne sont pas révélés en raison de l'exposition juridique des personnes enquêtées.

<sup>34</sup> Dénommés initialement comités de défense civile et antisubversive (DECAS), ces groupes ont été renommés comités d'autodéfense (CAD) en 1992 après leur reconnaissance par le décret suprême DS 077-92-DE.

<sup>35</sup> Conversation informelle avec Chavo, extrait du journal de terrain, 20 novembre 2016.

drogues qui ont été déversées dans le fleuve. Ce récit commun renvoie au second aspect, l'implantation et l'ancrage d'une économie de narcotrafic, certes secrète, mais jamais totalement inavouée. Ces deux processus (conflit armé et émergence d'une économie de narcotrafic) ont été plus ou moins concomitants, mais c'est surtout la récupération mémorielle qui en a été faite par les habitants de la région qui permet de saisir cette tension autour de la gouvernance régionale et locale.

Avant sa colonisation par des populations rurales quechua du département d'Ayacucho à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la Vallée était principalement peuplée de communautés natives Ashaninka, Nomatsiguenga, Matsiguenga et Caquinte. Dans les années 1960, la colonisation s'intensifia sur la rive gauche de l'Apurímac, notamment grâce à la construction des premières routes<sup>36</sup>. Dans les années 1970, le dynamisme économique permit l'émergence de nouveaux acteurs régionaux (coopératives, petits commerçants, fédération paysanne) qui furent rapidement mises à mal par l'émergence de la guérilla maoïste du Sentier lumineux en 1980. Commencé sur les hauts-plateaux d'Ayacucho, le conflit s'étendit dans la Vallée à partir de 1982<sup>37</sup>. L'année suivante, des groupes d'autodéfense composés de civils furent constitués. La situation demeura néanmoins confuse et violente tout au long des années 1980, les habitants étant régulièrement pris entre les affrontements et menaces du Sentier lumineux, de l'armée et de la marine, voire des groupes d'autodéfense<sup>38</sup>. À partir de 1989, ces derniers bénéficièrent également du soutien du gouvernement d'Alan García, puis surtout d'Alberto Fujimori. À partir de 1995, le conflit baissa en intensité et les dernières colonnes du Sentier lumineux se réfugièrent dans les zones plus reculées de l'Ene et du Mantaro. Encore actives aujourd'hui, elles ont toutefois abandonné leurs références idéologiques au maoïsme pour se reconvertir dans la protection des routes du narcotrafic<sup>39</sup>.

Parallèlement à l'émergence de cette violence politique, et face à une demande mondiale croissante des dérivés de l'alcaloïde de cocaïne, la production de coca commença à augmenter dans la région dès 1983<sup>40</sup> alors que le cours du café s'effondrait sur les marchés internationaux

---

<sup>36</sup> Ponciano del Pino, « Tiempos de guerra y de dioses: Ronderos, evangélicos y senderistas en el Valle del Río Apurímac », dans Carlos Iván Degregori (dir.), *Las rondas campesinas y la derrota de Sendero Luminoso*, Lima, IEP, 1996.

<sup>37</sup> Mario Fumerton, *From Victims to Heroes*, Amsterdam, Rozenberg, 2002.

<sup>38</sup> Comisión de la verdad y reconciliación (dir.), *Informe final – Tomo II*, Lima, CVR, 2003.

<sup>39</sup> D. Villena, D. Annoni, « El valle de los ríos Apurímac, Ene y Mantaro - Vraem: entre el narcoterrorismo y el descaso del estado peruano », art. cité.

<sup>40</sup> La production de coca existait déjà au XIX<sup>e</sup> siècle, mais elle était destinée à la consommation traditionnelle des habitants de la Sierra d'Ayacucho.

et que ses circuits commerciaux étaient entravés par l'insécurité régnante<sup>41</sup>. Le commerce de la coca se développa alors grâce à la transformation de la feuille en pâte base de cocaïne<sup>42</sup>, transportée par avionnettes qui décollaient d'aéroports improvisés dans la Vallée. Selon certains chercheurs, il n'y a pas eu d'alliances entre les narcotrafiquants et le Sentier lumineux dans la Vallée<sup>43</sup>. En fait, on connaît mal le rôle des narcotrafiquants dans la région et la nature de leurs collaborations semble avoir été plutôt changeante<sup>44</sup>. Il s'avère toutefois que la vente de la coca a constitué pour les habitants une ressource économique importante, notamment parce qu'elle leur a permis d'acheter des armes en sous-main à l'armée sous Fujimori<sup>45</sup>.

L'année 1990 marque également un tournant mémoriel important pour la plupart des habitants que j'ai interrogés. Leur version du conflit commence à cette date seulement et presque tous « oublient » les éventuelles transactions ou collaborations qu'ils auraient réalisées antérieurement avec la guérilla révolutionnaire. Or, dans la zone de la Vallée où j'ai mené mon enquête, c'est effectivement à partir de 1990 que la guérilla maoïste perdit du terrain face à l'armée et aux groupes d'autodéfense des autres parties de la Vallée. Le retrait militaire du Sentier lumineux engendra alors un réarrangement des positions des habitants, qui a été progressivement essentialisé sous la forme d'une identité collective et de récits communs faisant l'apologie des habitants de la Vallée, « pacificateurs » organisés, engagés et unis contre la « subversion » grâce à la coca, et qui ont mis fin au conflit armé. Comme le souligne Elizabeth Jelin, les processus de violence ont pour effet de ne retenir et de ne valoriser que certains faits passés qui servent de point d'ancrage à la construction d'identités individuelles et collectives au moment de la sortie de conflit<sup>46</sup>.

---

<sup>41</sup> P. del Pino, « Tiempos de guerra y de dioses: Ronderos, evangélicos y senderistas en el Valle del Río Apurímac », cité.

<sup>42</sup> La « pâte base de cocaïne » ou « pâte de cocaïne » est la première étape de transformation de la feuille de coca en produit illicite. Elle se fabrique par macération dans un puit dans lequel la coca est mélangée à des substances chimiques telles que l'éther ou le kérosène. Ce produit peut être consommé en tant que tel ou faire l'objet d'un nouvel affinage pour une transformation en chlorhydrate de cocaïne.

<sup>43</sup> Anahí Durand Guevara, « El movimiento cocalero y su (in)existencia en el Perú. Itinerario de desencuentros en el río Apurímac », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, 34 (1), 2005, p. 103-126 ; P. del Pino, « Tiempos de guerra y de dioses: Ronderos, evangélicos y senderistas en el Valle del Río Apurímac », cité.

<sup>44</sup> Selon de nombreux enquêtés, le Sentier lumineux, comme l'Armée ou les groupes d'autodéfense taxaient les activités de narcotrafic dans la Vallée. Toutefois à partir de 1990, cette imposition fût davantage assumée par les groupes d'autodéfense et l'Armée à mesure que le Sentier lumineux perdait son influence territoriale.

<sup>45</sup> M. Fumerton, *From Victims to Heroes, op.cit.*

<sup>46</sup> Elizabeth Jelin, *La lucha por el pasado: cómo construimos la memoria social*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editores, 2017.

Cette identité collective forgée dans le conflit est régulièrement réactivée dans les discours publics et conversations informelles mais aussi dans des situations impliquant des agents d'État qui pourraient mettre en péril les ressources des villageois, bien souvent liées de près ou de loin à des activités illicites. En mai 2017, Alfonso, agriculteur et commerçant vivant dans la ville de Pichari, a été convoqué de toute urgence à une assemblée villageoise dans les hauteurs du district, là où il détient une parcelle d'une vingtaine d'hectares. L'objet de la réunion, qui faisait suite à l'intrusion d'agents de police quelques jours auparavant, était le rétablissement des gardes de nuit à l'entrée et à la sortie du village pour « éviter les vols »<sup>47</sup>. Lorsqu'Alfonso m'a rapporté ces propos, je lui ai demandé de quel type de « vols » il s'agissait. Alfonso a ri de ma naïveté, puis m'a expliqué que les « vols », mentionnés vraiment tels quels durant les réunions publiques, désignaient bien souvent la saisie de produits illicites allant des feuilles de coca séchées à la pâte de cocaïne. Bien que passés sous silence, les affrontements parfois violents entre police et villageois sont fréquents dans la région. Cependant, ces confrontations impliquent aussi parfois des acteurs que l'on pourrait considérer comme moins clivants. Par exemple, en 2014, lorsque les dirigeants de la Fédération agricole ont négocié avec le gouvernement un accord pour la reconversion volontaire des cultivateurs de coca, des fonctionnaires du Programme spécial ont prospecté au sein des différents villages pour rencontrer les personnes intéressées. L'accueil qui leur a été réservé était parfois tendu, comme en témoigne Ernesto Ortega, secrétaire général de la Fédération à cette époque : « Les autorités [villageoises] m'appellent, de différentes communautés du VRAEM. (...) On m'appelle même de ma communauté, de Pueblo Escondido. Comme c'était mon village, ces gars y étaient allés en toute confiance. Ils pensaient que les gens de mon village étaient cons. Les gens se réunissent et se dressent contre eux. Ils les encerclent tous et m'appellent : "Euh... Monsieur Ernesto... c'est vous qui avez donné l'autorisation à ces messieurs du PROVRAEM pour qu'ils viennent nous enregistrer au programme de reconversion productive ?". "Non, à aucune occasion messieurs ! Nous n'avons encore rien décidé concernant le thème de la reconversion productive. L'accord que nous avons avec le gouvernement ne s'est pas encore concrétisé de manière formelle. (...) Donc (...), attrapez la chicote avec laquelle nous flagellons les mal-élevés durant la formation publique"<sup>48</sup>. Avec ça, attrapez-les, flagellez-les et virez-moi ces abrutis". Les gens de mon village ont réagi tout de suite. Les fonctionnaires sont revenus éreintés »<sup>49</sup>.

---

<sup>47</sup> Conversation informelle avec Alfonso en espagnol, extrait du journal de terrain, le 16 mai 2017.

<sup>48</sup> Ernesto Ortega fait allusion aux châtiments corporels encore pratiqués lors des réunions de village appelées « formations », en référence à leur caractère militaire hérité du conflit armé.

<sup>49</sup> Entretien enregistré en espagnol le 9 juin 2017.

Ce type d'interaction, qui plus est régulier, avec les fonctionnaires de l'État dénote le degré de conflictualité et de méfiance des habitants vis-à-vis d'acteurs extérieurs mais aussi la routinisation des moyens de réaction. La réunion de village, l'encerclement, la chicote, la flagellation et la « formation » que mentionne avec fierté Ernesto Ortega sont pour la plupart des techniques acquises et perfectionnées durant le conflit contre le Sentier lumineux et renvoient aux capacités d'organisation et de réaction collective face à une éventuelle mise en péril des ressources villageoises, activées ici contre des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture.

Le conflit a ainsi contribué à la formation d'une mémoire collective régionale consacrant la coca comme l'un des principaux ingrédients permettant la victoire des groupes d'autodéfense sur la guérilla. Héritage du conflit et économie illicite cristallisent aujourd'hui encore les tensions des habitants à l'égard des acteurs extérieurs, y compris les fonctionnaires de l'État central. Toutefois, le suivi de la « marche du sacrifice » permet de comprendre que la formation de l'État est également portée par des personnalités locales, ancrées socialement dans la Vallée et qui investissent divers espaces politiques.

---

#### Coca et unité du mouvement au cœur de l'orchestration de la marche

Lors de l'assemblée générale du 28 mai 2017, Jesús Rivera, secrétaire adjoint de la Fédération agricole, donne l'ordre du jour sur un ton grave : l'évaluation du suivi des tables rondes avec le gouvernement et la défense de la feuille de coca : « Malheureusement *compañeros*<sup>50</sup>, le sujet de notre feuille de coca revient à nouveau »<sup>51</sup>. Sont présents 150 agriculteurs environ et la quasi-totalité des autorités de la Vallée : les dirigeants des principales organisations sociales – la Fédération agricole, le Regroupement régional des groupes d'autodéfense (CADVRAE), la Fédération des clubs des mères du VRAE, chargés de la répartition de certaines aides sociales, l'Association des municipalités du VRAEM (AMUVRAEM), et la Confédération nationale des producteurs agricoles des bassins de culture de coca du Pérou (CONPACCP) –, les maires de certaines municipalités (Palmapampa, Santa Rosa, Pichari et Ayna notamment) et un député, Joaquín Dipaz, ancien membre de la Fédération agricole. Chacun de ces élus ou représentants

---

<sup>50</sup> J'ai volontairement décidé de ne pas traduire ce terme par « camarade » dont la traduction est trop proche de *camarada* qui correspond à une position particulière au sein du Sentier lumineux et à laquelle bon nombre de mes enquêtés ne souscriraient pas.

<sup>51</sup> En espagnol, extrait du journal de terrain, 28 mai 2017.

s'adresse à l'assemblée pour faire le même constat : « On ne nous considère plus » (maire de Santa Rosa) ; « On dirait que le traitement spécial auquel avait droit le VRAEM a pris fin » (maire d'Ayna)<sup>52</sup>.

De fait, depuis l'élection de Pablo Pedro Kuczynski à la présidence de la République, l'évolution des négociations contraste nettement avec les choix des présidents précédents. Le gouvernement d'Alan García (2006-2011) avait mis en œuvre en 2007 le premier Plan VRAE, dont l'objectif était la mise en œuvre d'importants investissements non seulement dans la lutte contre le narcotrafic mais aussi dans l'agriculture, la santé et l'éducation. Ollanta Humala (2011-2016) avait reconduit et renforcé le plan par la création de la Commission multisectorielle pour la pacification et le développement économique et social du VRAEM, qui dépendait directement de la Présidence du Conseil des ministres. Depuis 2016, cette commission est gérée par la DEVIDA (Commission nationale pour le développement et la vie sans drogues), rattachée à présidence du conseil des ministres et chargée en priorité de mettre en œuvre des politiques antidrogues. La plupart des tables rondes avec le gouvernement ont quant à elles été suspendues. La situation est d'autant plus tendue le 24 mai que le Conseil des ministres a approuvé une nouvelle stratégie antidrogues proposée par le DEVIDA, qui prévoit l'éradication de 35 000 hectares de coca au niveau national d'ici 2021. Dans l'assemblée, on fait circuler un exemplaire de l'article de *La República* qui confirme cette information.

La partition est bien répétée : tous les dirigeants des organisations sociales parlent selon une même ligne politique et rares sont les divisions entre les autorités présentes. Tous s'accordent sur l'importance de la coca et l'impératif du développement régional. Pourtant, lorsque vient le tour de parole de la salle, les propos se font plus durs, particulièrement envers les dirigeants des organisations sociales que beaucoup parmi les agriculteurs accusent, sans toutefois en citer aucun, de s'être « vendus » à l'État. Le représentant de la Fédération agricole du district de Kimbiri reconnaît les écarts des précédentes directions mais prend également le soin de rectifier : « Grâce aux mobilisations, nous n'avons pas perdu une seule feuille de coca ! Mais nous avons perdu confiance en nos dirigeants<sup>53</sup>. Il ne faut pas que nous soyons divisés ! ». L'heure est donc à l'unité face à un État central distant et voulant imposer ses propres règles. Et cette unité est avant tout celle de la région. Les maires présents sont plus perçus comme des alliés que comme de simples représentants de l'État. D'ailleurs, les dirigeants des organisations

---

<sup>52</sup> En espagnol, extrait du journal de terrain, 28 mai 2017.

<sup>53</sup> Parce qu'il occupe un poste relativement mineur au sein de la fédération et parce qu'il ne faisait pas partie des directions précédentes, ce représentant prend le soin de s'autoexclure de cette classe dirigeante.

sociales les remercient publiquement de subventionner leurs voyages à Lima ou dans la Vallée lorsqu'ils doivent assister à des réunions avec des représentants du gouvernement. Le dévoilement sur la scène publique de ces collaborations montre bien que les interactions avec l'État sont bien plus complexes que le simple fait de « travailler », de « se vendre » ou de s'opposer. En projetant les institutions municipales dans l'univers d'un « nous » sans cesse scandé en assemblée, ces pratiques illustrent l'élasticité des frontières de l'État, bien plus cognitives et relationnelles que ne peut l'envisager une lecture objectiviste.

Au demeurant, l'unité d'organisations sociales situées sur des fragments de territoire relativement isolés les uns et autres et répartis sur quatre départements est loin d'être évidente. Et si ce sont les programmes d'assistance spéciale qui l'ont instituée, l'identité territoriale s'est principalement construite à travers les luttes sociales du début des années 2000, lorsque le gouvernement de Toledo menaçait d'éradiquer la feuille de coca dans la Vallée. Auparavant, l'autorité politique incombait davantage aux groupes d'autodéfense qui coordonnaient actions militaires et demandes politiques auprès de l'État. Ce sont également ces groupes qui ont permis la réactivation du rôle des communautés paysannes, dont le fonctionnement avait été suspendu ou mis au secret durant le conflit armé<sup>54</sup>. Les menaces d'éradication de la feuille de coca sont devenues une ressource politique pour une réinvention régionale, qui a inclus les intérêts des rives de l'Apurímac et de l'Ene. Et ce cadrage mobilisateur de la défense de la coca s'est imposé comme un dénominateur commun qui a permis la montée en puissance de la Fédération agricole face à la perte d'influence progressive au niveau régional des groupes d'autodéfense, dont la raison d'être n'a cessé de décliner avec la fin des affrontements armés, leur cooptation par les municipalités et leur incapacité juridique à se mobiliser politiquement contre l'État<sup>55</sup>.

Cependant, bien qu'elle devienne le chef d'orchestre des différentes mobilisations à partir de 2001, la Fédération agricole, créée en 2000, est une jeune organisation et n'a encore que peu d'ancrage social au sein des villages. Sa structure pyramidale comprend des représentants au niveau des districts et des villages, mais le rôle de ces derniers demeure très symbolique et se limite le plus souvent à jouer les courroies de transmission des messages de la Fédération. Dès lors, sa capacité de mobilisation dépend moins de sa structure interne que de ses alliances avec les autres organisations (autodéfense, clubs des mères). Celles-ci se rendent dépendantes les unes des autres par de multiples interactions qui s'observent particulièrement bien lors des

---

<sup>54</sup> Gabriela Zamora, « La constitución de comunidades en el contexto de violencia política en el Valle del río Apurímac, Ene y Mantaro 1980-2000 », mémoire de licence en histoire, Universidad Nacional de San Cristóbal De Huamanga, 2014.

<sup>55</sup> Le DS 077-92-DE proscrit toute mobilisation politique des comités d'autodéfense contre l'État.

réunions des communautés paysannes, point d’ancrage et d’intermédiation crucial pour les dirigeants qui peuvent ainsi relayer leurs messages politiques. Espace de coordination routinisé des unités familiales à l’échelle communale, ces communautés paysannes sont en charge de la propriété de la terre<sup>56</sup>. À Puerto Libertad, dans le district de Pichari, les habitants du village se réunissent tous les jeudis. À l’occasion de la réunion du jeudi 14 juin 2017, Octavio Quispe, secrétaire général de la Fédération agricole, vient inviter les agriculteurs à participer à la marche du sacrifice du 1<sup>er</sup> juillet prochain. La configuration est très similaire à celle de l’assemblée générale du 28 mai passé : face aux habitants, on retrouve les représentants des différentes organisations et institutions à l’échelon communal : le maire du *centro poblado*, le lieutenant-gouverneur, la représentante du club des mères, le représentant du comité d’autodéfense et les représentants de la Fédération, l’un au niveau du village et l’autre au niveau du district (ce dernier étant également résident de Puerto Libertad). Là encore, la réunion devient le lieu de la réactivation de l’identité commune. Flores, le représentant de la Fédération à Pichari, rappelle les propos de Chavo – « Ici, nous tous vivons directement ou indirectement de la coca »<sup>57</sup> – déclenchant l’enthousiasme des habitants sur la mobilisation à venir et la composition du contingent local à envoyer à Lima : « Il faut choisir dix personnes maintenant, comme on le faisait avant pour les commandos »<sup>58</sup>.

L’enjeu de la culture de coca offre donc l’avantage d’être compatible avec la mémoire du conflit armé, tout en étant un formidable outil du développement économique, qui fait consensus dans la Vallée. Plus encore, portée par les mobilisations sociales des années 2000, la défense de la coca est devenue le catalyseur de la construction d’une identité territoriale que les caractéristiques géographiques et historiques rendaient pourtant peu évidente. Ce cadrage s’impose donc à nouveau en 2017, contre celui de l’autochtonie qui a peu de relais à l’échelle nationale en raison de sa faible politisation<sup>59</sup>. Cette identité territoriale est portée par une multiplicité d’acteurs – des organisations très diversifiées dans leurs fonctions sociales aux institutions municipales – qui prônent un discours unitaire dans le but de mobiliser le plus grand nombre de personnes à la manifestation du 1<sup>er</sup> juillet. Durant toute la préparation de la marche, les dirigeants tâchent de préserver en public l’autonomie du mouvement social et son unité. Dans les coulisses, pourtant, se jouent des formes de compétition interpersonnelles au sein de

---

<sup>56</sup> A. Diez, « Organizaciones e integración en el campo peruano después de las políticas neoliberales », art. cité.

<sup>57</sup> En espagnol, extrait du journal de terrain, 14 juin 2017.

<sup>58</sup> Idem.

<sup>59</sup> Deborah J. Yashar, *Contesting Citizenship in Latin America: The Rise of Indigenous Movements and the Postliberal Challenge*, New York, Cambridge University Press, 2005.



la Fédération qui sont liées à des enjeux de positionnement dans l'arène électorale et dans le champ de la mise en œuvre des projets de développement.

---

La double partition : sous la coca, la lutte des places

La défense de l'unité du mouvement social sur la scène publique se maintient jusqu'à la marche du 1<sup>er</sup> juillet. Elle se manifeste en particulier lors de la conférence de presse du 29 juin, qui met un point d'orgue à la période de l'avant-mobilisation. Une fois la conférence achevée, le comité de lutte, composé des principaux dirigeants des organisations sociales, se réunit informellement dans un restaurant de Pichari. L'heure est au relâchement. Pourtant, à peine assis, le président du comité et ancien secrétaire général de la Confédération nationale des producteurs agricoles des régions de coca au Pérou sonde ses partenaires sur les prochaines élections municipales de 2018 : « Alors *compañeros*, qui sera maire l'an prochain ?! Toi Flores, à Pichari. Toi Octavio, à Llochegua. Toi, Camilo, à Kimbiri. Vous, madame [la représentante du club des mères d'Ayna], à San Francisco »<sup>60</sup>. Sourires gênés... Parce que si certains se sont déjà ouvertement déclarés candidats, beaucoup d'autres n'ont pas encore dévoilé leurs intentions et certains parmi ceux qui se trouvent là espèrent, eux aussi, briguer un mandat, quitte à le disputer à leur voisin de table du moment.

Parmi la myriade d'organisations sociales de la Vallée, la Fédération agricole se distingue par son rôle de tremplin politique. Dans les années 1990, quelques membres des groupes d'autodéfense étaient parvenus à se faire élire dans les municipalités, mais, après les importantes mobilisations menées à partir de 2001, ce sont les dirigeants issus de la Fédération qui se sont établis sur l'échiquier politique régional. En 2006, la quasi-totalité des mairies se trouvant sur les rives du fleuve Apurimac ont été remportées par des membres de la Fédération très actifs durant les mobilisations sociales de l'époque<sup>61</sup>. Le passage par l'organisation permet donc d'acquérir une visibilité dans le champ politique local qui tend à s'accroître au fur et à mesure des événements, des « crises » ou de l'activisme des dirigeants. La conjoncture de blocage institutionnel à laquelle se trouvent confrontées les organisations sociales en 2017 ouvre à ces derniers une fenêtre d'opportunité pour la mise en valeur de leurs actions. C'est en tout cas ce que soutient Camilo Villa, ancien secrétaire adjoint de la Fédération et dirigeant de

---

<sup>60</sup> En espagnol, extrait du journal de terrain, 29 juin 2017.

<sup>61</sup> A. Durand Guevara, « “Senderos que (no) se bifurcan”: movilización y representación en los productores cocaleros del Perú », cité.

l'association des municipalités du VRAEM au moment de mon enquête. Il prétend en effet être l'un des premiers à avoir proposé le recours à la protestation : « Comme je te l'ai dit, pour la grève, c'est grâce à moi que le VRAEM s'est au moins un peu réveillé. Qui l'a proposé ?! Moi ! Au point qu'un jour Octavio m'a dit : "Ah, tu nous fatigues avec ta grève, et puis pourquoi ?!". Je lui ai dit : "Eh bien pour rétablir ton image au sein de l'organisation abruti ! Tu vas être candidat dans ton district, non ?! Si tu ne fous rien, je t'assure que tu ne seras pas maire, alors fous quelque chose !" »<sup>62</sup>.

La visibilisation de l'action des dirigeants est loin de se limiter aux électeurs potentiels à l'échelle locale ou régionale. Elle permet également aux dirigeants de se faire connaître auprès des partis politiques susceptibles de financer leurs campagnes électorales. En période d'élections, la Fédération devient un véritable vivier pour les partis politiques. Ces passages et multipositionnements entre arène de la protestation et scène électorale s'observent dans de nombreux contextes politiques<sup>63</sup>, mais dans un système national de partis désinstitutionnalisé comme celui du Pérou<sup>64</sup>, le faible ancrage territorial des partis et leur nombre pléthorique aux élections municipales et régionales tendent à exacerber la compétition entre les membres de la Fédération. Sans ligne politique interne, chacun de ceux-ci choisit le parti à investir ou le candidat à soutenir. Démarché par le Frente Amplio, parti de gauche de Veronika Mendoza, et par Fuerza Popular, parti de droite de Keiko Fujimori, pour les élections générales de 2016, Camilo Villa a tout d'abord été pressenti pour être numéro deux sur la liste de Keiko Fujimori au Congrès, dans le département de Cusco<sup>65</sup>, puis finalement écarté par d'autres membres de la Fédération. Il a alors laissé un potentiel siège de numéro deux à un autre candidat extérieur à la Vallée, à son grand regret : « Aujourd'hui, je serais au Congrès... (...) Et je serais un allié clé d'en-haut. C'est du gâchis ! (...) J'ai des ambitions politiques, et je m'en fous de ce qu'ils [les partis politiques] pensent, moi j'y vais ! »<sup>66</sup>

La couleur politique des partis – qu'ils soient de gauche ou de droite, fujimoristes ou anti-fujimoristes – compte peu, l'important étant pour ces intermédiaires de capter des ressources (« d'en haut ») pour la région et de placer des alliés. Ces ressources proviennent par ailleurs

---

<sup>62</sup> Entretien enregistré en espagnol le 24 juin 2017.

<sup>63</sup> Pascale Dufour, Christophe Traisnel, « Aux frontières mouvantes des mouvements sociaux, ou quand les partis politiques s'en mêlent. Le cas du souverainisme au Québec », *Politique et sociétés*, 28 (1) 2009, p. 37-62 ; Hélène Combes, *Faire parti : trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011.

<sup>64</sup> Steven Levitsky, « Peru: The Institutionalization of Politics without Parties », dans Scott Mainwaring (dir.), *Party Systems in Latin America: Institutionalization, Decay, and Collapse*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018, p. 326-356.

<sup>65</sup> Au Pérou, le nombre de congressistes pour chaque département est fixé en fonction de l'importance de la population.

<sup>66</sup> Entretien enregistré en espagnol le 24 juin 2017.

d'acteurs divers, aussi bien des ONG que des mouvements transnationaux ou des réseaux d'action publique, et l'insertion dans ces réseaux est un moyen pour les dirigeants d'acquérir un capital social qu'ils comptent bien reconvertir en capital politique, comme en témoigne Camilo : « Si les gens me connaissent au VRAE, c'est grâce à la FEPA [la Fédération agricole]. Si j'ai réussi à être dirigeant au niveau national et si on me connaît au niveau national et international aussi. J'ai été avec Evo Morales, j'ai été à des événements en Bolivie, en Colombie, etc. J'ai même été aux États-Unis. C'est la FEPA qui m'y a amené, indirectement. (...) J'ai toujours pour objectif d'arriver au Congrès, et de faire partie du gouvernement à un certain moment. En ce moment, je fais partie du gouvernement local (...), je pense que ça m'aide à connaître un peu de monde et à avoir une plus grande expérience, des contacts au niveau national, au niveau de l'État, avec n'importe quel gouvernement »<sup>67</sup>.

Au cours des rencontres en Bolivie, en Colombie ou aux États-Unis, Camilo a rencontré ses homologues d'autres organisations sociales, mais aussi des membres d'ONG ou d'agences de coopération internationale. Cette attention transnationale pour la Vallée est d'autant plus marquée que la région est au centre des stratégies antidrogues internationales qui visent avant tout à réduire l'offre par l'éradication des plantations de coca. Dès les années 1990, de nombreuses ONG et agences de coopération ont donc mis en place des programmes de développement agricole ou des infrastructures. À l'époque, les dirigeants de la Fédération des producteurs de feuilles de coca du fleuve Apurimac (FEPHOCRA), l'ancienne fédération agricole régionale, s'étaient alors posés en intermédiaires et courtiers du développement<sup>68</sup>, mais, depuis le début des années 2000 et l'échec des plans de développement alternatif, l'aide internationale se fait plus indirecte, notamment *via* des appuis financiers aux ministères ou aux municipalités. Plus diffuse, elle est aussi portée par de nouveaux acteurs, issus du champ universitaire, d'ONG de défense des droits humains, de mouvements sociaux transnationaux<sup>69</sup> et d'États nouvellement intéressés par le développement de formes de coopération internationale Sud-Sud, surtout depuis le virage à gauche latino-américain. Les promesses de projets, de fondations, d'équipements rendues possibles par l'acquisition d'un capital social transnational permettent aux dirigeants de l'actuelle Fédération de se poser en pourvoyeurs de ressources régionaux et d'attirer ainsi les suffrages des électeurs pour des échéances locales.

---

<sup>67</sup> *Idem.*

<sup>68</sup> T. Bierschenk, J.-P. Chauveau, J.-P. Olivier de Sardan (dir.), *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, *op. cit.*

<sup>69</sup> Marie-Esther Lacuisse, « La controverse sur le développement alternatif à la coca : la comparaison de la mise en œuvre des projets de coopération en Bolivie et au Pérou », thèse de doctorat en science politique, Paris, IEP, 2012.

Ce rôle de courtier s'adapte par ailleurs très bien aux instruments d'action publique nationaux. En effet, pour faire face au climat de défiance des habitants envers l'État, les ministères n'hésitent pas à avoir recours à des intermédiaires dans la mise en œuvre des politiques publiques. Ce sont parfois des entités publiques, formellement constituées, comme les municipalités, mais le recours à des prestataires de services individuels est également fréquent. Par exemple, lors du lancement du Programme spécial en 2014, dont l'objectif principal était la reconversion volontaire de plants de coca en échange d'une subvention de 650 soles (180 euros) par mois par agriculteur, le ministère de l'Agriculture a fait appel à des « promoteurs sociaux » pour faire connaître le programme auprès des agriculteurs<sup>70</sup>. Ces promoteurs devaient donc avoir un fort ancrage social dans le milieu rural de la Vallée, et les fonctionnaires de l'agence en charge de la diffusion se sont rapidement tournés vers les dirigeants des organisations sociales, ce qui n'a pas été sans alimenter les soupçons de collusion et de pratiques clientélares.

Le maintien de ces pratiques est un des enjeux de la « marche du sacrifice » de 2017. En 2016, le nouvel directeur exécutif du Programme spécial a décidé de mettre fin aux prestations de services de ces promoteurs sociaux. Dès lors, les dirigeants des organisations sociales n'ont cessé de dénoncer le mode de gestion du Programme spécial. Lorsque les manifestants reviennent dans la Vallée de Lima le 9 juillet, le directeur exécutif de l'agence vient tout juste d'être destitué et remplacé par une personne originaire de la Vallée. Selon un fonctionnaire du ministère de l'Agriculture contacté par mail après la marche, derrière la revendication annoncée – la non-éradication de la coca –, « l'enjeu (caché) [de la marche] était de débouter le directeur exécutif du PROVRAEM [Programme spécial] et de mettre “quelqu'un” pro-cocalero, proche des organisations de défense de la coca »<sup>71</sup>. La marche était donc également en partie motivée par le maintien informel de pratiques clientélares, qui correspondent à un mécanisme d'accès à l'État consacrant le rôle des intermédiaires dans la mise en œuvre des politiques de développement dans la Vallée.

Derrière l'unité affichée des membres des organisations sociales durant l'orchestration de la marche, une lutte des places s'est donc jouée pour se positionner dans le champ politique local et régional. Le recours à la mobilisation a offert un espace de visibilité autant auprès d'électeurs potentiels que de divers acteurs (partis politiques, agences de coopération internationale, ONG,

---

<sup>70</sup> L'agence PROVRAEM s'est simplement chargée de faire connaître le programme, mais pas de le mettre en œuvre, ce dont a été chargé l'INIA (Institut national d'innovation agricole), autre agence du ministère de l'Agriculture.

<sup>71</sup> Échange par mail en espagnol, 17 avril 2018.

ministères) à la recherche d'intermédiaires pour la mise en œuvre de projets de développement ou de programmes gouvernementaux. Ces ressources sont aisément reconvertibles sur la scène électorale, mais leur saisie s'opère sur un mode personnaliste qui accroît les tensions et formes de compétitions interpersonnelles au sein de la Fédération agricole.

De nombreux auteurs considèrent que la défense d'une économie illicite, la présence de groupes criminels et le rapport conflictuel des organisations sociales de la Vallée à l'État maintiennent une situation d'« absence d'État » et déstabilisent la gouvernance régionale<sup>72</sup>. Leur analyse correspond à une vision normative : l'État serait gangrené par des agents extérieurs qui se livreraient à des activités illicites, tandis que les cultivateurs de coca seraient nécessairement liés à des intérêts particularistes de l'économie du narcotrafic. Je montre ici que la formation de l'État se fait et se défait sur fond de luttes, de conflits et de négociations. Des acteurs s'appuyant sur l'économie illicite peuvent engager des rapports conflictuels avec l'État tout en administrant ses ressources. Ainsi, loin d'être des processus contradictoires, protestation et formation de l'État peuvent se renforcer mutuellement dans les espaces d'économie illicite.

Si l'objet et le cadrage de la mobilisation du 1<sup>er</sup> juillet 2017 répondent à une défense de la culture de la coca contre le projet de son éradication, ce qui se joue en sous-main, c'est une saisie de l'État par ses intermédiaires. En mobilisant une identité collective autonome et conflictuelle, qui prend ses racines dans le conflit armé qui a durement marqué la région, les dirigeants des organisations sociales jouent une double partition. Ils se positionnent dans le champ politique local et acquièrent une légitimité qui leur permet de capter les ressources nationales et transnationales pour se poser en intermédiaires de la mise en œuvre des politiques de développement régional, jugées prioritaires du fait de la mise à l'agenda des thématiques du « narcotrafic » et du « narcoterrorisme » depuis les années 2000. Ainsi, de même que l'on observe dans certains contextes africains un mécanisme de chevauchement (*straddling*) entre le champ associatif et le champ politique<sup>73</sup>, de même on assiste dans la Vallée à une forme de chevauchement du champ de la protestation et du champ politique. Ici, le champ de la

---

<sup>72</sup> M. Boluarte, « Narcotráfico, cocaceros y subversión en Perú: la coca pone en jaque al gobierno peruano », art. cité ; D. Villena, D. Annoni, « El valle de los ríos Apurímac, Ene y Mantaro - Vraem: entre el narcoterrorismo y el descaso del estado peruano », art. cité.

<sup>73</sup> Richard Banégas, *La démocratie à pas de caméléon : transition et imaginaires politiques au Bénin*, Paris, Karthala, 2003.

protestation est probablement plus propice à l'entrée en politique que dans d'autres contextes, principalement parce que la culture de la coca, illicite mais ancrée dans l'histoire de la Vallée, est un enjeu suffisamment clivant. Le message conflictuel de défense d'un ordre local contre des injonctions nationales et internationales permet aux entrepreneurs de la mobilisation de saisir un État régional en pleine mutation par la conquête de postes électifs mais également en se faisant les passeurs de la mise en œuvre de l'action publique censée réduire l'importance d'une économie illicite à laquelle ils sont adossés.

Romain Busnel est doctorant en cotutelle à l'Université de Lille et à l'Université de Montréal, rattaché au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS, Université de Lille), au Centre de recherche sur les politiques et le développement social (CPDS, Université de Montréal) et au Réseau d'études latino-américaines de Montréal (RÉLAM). Il travaille sur les liens entre action collective et formation de l'État dans les régions de production de coca dans le cadre d'une comparaison entre le Pérou et la Bolivie. Il a publié « L'inclusion politique par le corporatisme syndical *cocalero* au Tropic de Cochabamba, Bolivie », *Cahiers des Amériques latines* (86, 2017, p. 127-144) et « Organizaciones campesinas y defensa de la coca: contribución a una economía política de la acción colectiva », *Revista de Ciencia Política y Gobierno* (7 (4), 2017, p. 83-104).

romain.busnel@umontreal.ca

### **Ce qui se joue dans la protestation : défendre la coca pour saisir l'État**

Sur la base du suivi ethnographique d'une manifestation portant sur la défense de la coca dans la Vallée des fleuves Apurimac, Ene et Mantaro au Pérou, j'interroge le rôle des acteurs de la protestation dans la formation de l'État dans une région où prédomine l'économie du narcotrafic. En mobilisant un rapport à l'État conflictuel qui prend ses racines dans l'héritage du conflit contre le Sentier lumineux, les dirigeants des organisations sociales de la Vallée se positionnent dans le champ politique local et acquièrent une légitimité qui leur permet de capter les ressources nationales et transnationales pour se poser en intermédiaires de la mise en œuvre des politiques de développement régional, jugées prioritaires depuis la mise à l'agenda des problématiques du « narcotrafic » et du « narcoterrorisme ». Loin de confirmer une « absence d'État » dans les régions où se déroulent des activités illicites, la mobilisation de la Vallée éclaire le processus de formation de l'État et sa saisie par des intermédiaires selon un

mécanisme de chevauchement du champ de la contestation et du champ de l'administration des ressources.